

# Rapport : appel à la protection des migrants en Méditerranée centrale

vendredi 4 juin 2021, par [Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2021).

« Si tu tombes dans la mer, c'est fini pour toi. »

En 2020, Asma\*, une jeune femme enceinte originaire du Burkina Faso, a emprunté la périlleuse route de la Méditerranée de la Libye vers l'Europe, dans l'espoir de trouver un refuge pour sa famille. Elle a non seulement accouché dans des conditions dangereuses à bord d'un bateau, mais son voyage s'est également terminé en tragédie lorsque son partenaire a été projeté par-dessus bord par une vague lors d'une tempête.

Il s'est noyé en mer sous ses yeux et ceux d'autres passagers, incapables de faire quoi que ce soit pour le sauver.

D'autres ont également perdu la vie, a-t-elle raconté. Nous n'avions plus d'eau ni de nourriture. Beaucoup de gens, dont des enfants, avaient tellement soif qu'ils se sont mis à boire l'eau de mer. Deux enfants sont devenus très malades et sont morts. »

Asma s'est confiée au HCDH dans le cadre d'un nouveau rapport, qui livre des témoignages de migrants traversant la Libye pour se rendre en Europe.

Ce rapport, intitulé [Lethal Disregard : Search and rescue and the protection of migrants in the central Mediterranean Sea\\*](#) (un mépris total : la recherche et le sauvetage, et la protection des migrants en Méditerranée centrale), recommande une réforme urgente des politiques et pratiques de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale, afin de protéger la sécurité, la dignité et les droits de l'homme des migrants contraints de se lancer dans ce voyage périlleux à travers la Libye jusqu'en Europe.

Selon le rapport, entre janvier 2019 et décembre 2020, au moins 2 239 migrants sont morts alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée centrale, principalement depuis la Libye vers l'Italie ou Malte.

Plus de 500 personnes ont déjà perdu la vie cette année.

Les migrants qui se lancent dans ce périple à travers la Libye continuent de vivre des horreurs inimaginables. Ils se retrouvent très souvent déshydratés et affamés et sont victimes de détention arbitraire, de violences sexuelles et de mauvais traitements. En mer, ils risquent leur vie sur des bateaux bondés et délabrés, et sont souvent laissés à la dérive pendant des jours sans nourriture, sans eau ou sans soins médicaux adéquats.

Leur arrivée en Europe ne met pas nécessairement fin à leur cauchemar : s'ils y parviennent, ils sont souvent détenus et menacés d'expulsion, vivent dans la précarité et se butent à des obstacles pour recevoir une assistance adéquate comme de la nourriture, un logement et des soins médicaux.

Le rapport appelle les autorités libyennes, les États membres et les institutions de l'Union

européenne (UE) ainsi que les autres acteurs concernés à prendre des mesures fortes et efficaces pour déployer des opérations de recherche et de sauvetage, soutenir le travail des ONG humanitaires et trouver un accord commun et fondé sur les droits de l'homme pour le débarquement rapide de toutes les personnes secourues en mer.

### **Des opérations de sauvetage et d'interception dangereuses : « ils s'en fichent qu'on vive ou qu'on meure »**

Selon le rapport, les garde-côtes libyens continuent d'adopter « un comportement imprudent et violent », notamment en tirant sur les navires ou à proximité, en les percutant, en commettant des violences physiques sur les migrants et en tenant des propos menaçants ou racistes envers ces derniers.

« Ces gens n'ont aucune humanité », a déclaré Abdul, un Soudanais de 25 ans qui a tenté à quatre reprises de fuir la Libye en bateau avant d'arriver en Europe. « ils s'en fichent qu'on vive ou qu'on meure. »

Alors qu'il attendait l'aide des autorités européennes, son bateau a été intercepté par les garde-côtes libyens, qui ont percuté le navire, le faisant chavirer. Les 42 survivants ont été renvoyés de force en Libye, selon son témoignage.

« Les gardes me battaient et on ne me donnait à manger qu'une fois par jour », raconte Abdul. « Finalement, après 25 jours, nous avons réussi à nous échapper. J'ai eu la jambe cassée. D'autres se sont fait tirer dessus par les gardes et sont morts. »

Abdul est enfin arrivé à Malte au bout de quatre tentatives. Il a déclaré avoir passé 29 heures en mer avant que le bateau ne soit finalement secouru par une organisation non gouvernementale.

### **Refoulements en mer : « pas d'Europe pour vous aujourd'hui »**

Plusieurs allégations ont été signalées faisant état de retards dans l'aide apportée aux navires transportant des migrants en détresse, ainsi que de bateaux de migrants refoulés par les autorités européennes. Le rapport indique également une certaine coordination entre les États membres et les institutions de l'UE d'une part, et les garde-côtes libyens d'autre part, aucune des deux parties ne fournissant suffisamment d'indications en matière de droits de l'homme permettant de garantir que les migrants seront débarqués et emmenés dans un lieu sûr. Cette coordination permet en somme de « repousser » les migrants vers la Libye depuis les eaux internationales.

« Pas d'Europe pour vous aujourd'hui ». Telle est la remarque que Moussa, un homme originaire de Côte d'Ivoire, a déclaré avoir entendu à son arrivée à Malte. Son bateau transportant 80 migrants avait été repéré par des hélicoptères européens, puis intercepté par les garde-côtes libyens.

Deux autres personnes se trouvant à bord du même bateau ont décrit avoir vécu cinq jours de détresse en mer, pendant lesquels un navire des forces armées maltaises avait notamment tenté de les dissuader d'atteindre le rivage. Les autorités maltaises leur ont proposé trois options : retourner en Libye, continuer jusqu'à Lampedusa en Italie, ou atteindre Malte et se faire arrêter à leur arrivée.

### **L'arrivée en Europe : « de l'enfer à l'incertitude »**

Pour beaucoup, le débarquement en Europe apporte son nouveau lot de violations des droits de l'homme. Des milliers de personnes subissent des détentions prolongées ou arbitraires et ne peuvent pas immédiatement obtenir de l'aide, comme des soins de santé physique et mentale, un logement adéquat, de la nourriture, et un accès à l'eau et à l'assainissement.

Selon Daraja, une Nigériane dont la demande d'asile a été rejetée, le désespoir et la dépression des migrants sont manifestes. Cette mère de deux jeunes enfants avoue ne pas savoir ce que l'avenir leur réserve. « J'ai l'impression d'être passée de l'enfer à l'incertitude. Je croyais qu'à la fin de mon périple je trouverais un endroit sûr en Europe. »

Appelant à la mise en place de « circuits de migration sûrs, accessibles et réguliers en nombre suffisant », la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a demandé au Gouvernement libyen d'unité nationale et aux États membres et institutions de l'UE de réformer d'urgence leurs politiques et pratiques en matière de recherche et de sauvetage.

« Si nous partageons l'objectif commun de veiller à ce que personne ne se sente forcé de mettre sa famille sur des bateaux délabrés ou de risquer sa propre vie en quête de sécurité et de dignité, la réponse ne peut pas consister simplement à empêcher les départs de Libye ou à rendre les voyages plus désespérés et dangereux », a-t-elle déclaré.

### **Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)**

Le 25 mai 2021

*\*TOUS LES NOMS ONT ÉTÉ CHANGÉS POUR CONSERVER L'ANONYMAT DES PERSONNES INTERROGÉES.*

---

### **P.-S.**

- <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/Act-protect-migrants-central-mediterranean-sea.aspx>